
Initiative «Les Traités internationaux devant le peuple» :

Contre l'affaiblissement de la démocratie directe

Luzi Stamm, Conseiller national et vice-président de l'ASIN, membre de la Commission de la politique extérieure du CN

Il nous faut d'urgence combattre la fâcheuse tendance à restreindre la démocratie directe. La présente initiative permet de contrebalancer cette tendance en étendant le droit de codécision de nos citoyens à la politique extérieure. À l'avenir, il sera par exemple impossible de signer un accord de double imposition sans consulter les citoyens.

Une tendance désastreuse : on sape notre démocratie directe

La démocratie directe, typiquement suisse, déplaît à tous ceux qui souhaitent intégrer notre pays dans une puissance internationale ; elle empêche en effet une uniformisation de la politique sur le plan international. Une démocratie directe dans laquelle les citoyens peuvent se prononcer dans le cadre d'une votation sur chaque thème les concernant est inappropriée et déplacée aux yeux d'une puissance supérieure (comme l'UE).

La politique pratiquée au quotidien par nos autorités foisonne d'exemples qui montrent que notre élite politique compte restreindre voire abolir notre démocratie directe : le parlement a lié intentionnellement deux projets dans la votation sur extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et à la Bulgarie (la libre circulation des personnes en tant que telle et son élargissement), ce qui a empêché les citoyens de choisir librement. Le Conseil national vient de donner son aval à «l'initiative parlementaire Studer» avec laquelle on compte introduire la juridiction constitutionnelle ; les arrêts rendus par le Tribunal fédéral primeront dès lors sur les décisions populaires. En vue de l'accord sur la double imposition avec l'Allemagne, le Conseil fédéral a ouvertement admis qu'il fallait éviter de soumettre cet accord aux citoyens en raison d'un risque de rejet. De tels exemples foisonnent.

La codécision des citoyens aux urnes nous apporte la prospérité

Ceux qui considèrent la démocratie directe comme démodée, inefficace, voire même comme construction nationaliste, se fourvoient. Ceux qui pensent que nos problèmes trouvent une solution grâce aux décisions d'une élite politique internationale, composée de personnes comme Obama, Sarkoysz, Belusconi, Merkel / Steinbrück ou autres, se trompent lourdement.

Avec son système de démocratie directe, la Suisse est passée en un siècle du statut de pays déshérité à celui d'un des pays les plus riches du monde et cela sans ressources naturelles ! Cela a incité l'économiste peut-être le plus célèbre qui soit encore en vie, John Kenneth Galbraight, à déclarer à la fin du 20^e siècle : «*Pour le prochain millénaire, je souhaite que le monde entier s'inspire de l'exemple de la Suisse.*» (*Schweizer Familie* 26/99). La démocratie directe est un modèle d'avenir sur les plans économique et politique. Le titre du livre des trois économistes Gebhard Kirchgässner, Lars Feld et Marcel Savioz (Haute Ecole de St. Gall) est éloquent : "*Die direkte Demokratie: Modern, erfolgreich, entwicklungs- und exportfähig*" (traduction : *Notre démocratie directe : un système moderne et capable d'évolution et d'exportation*). Le Professeur en économie zurichois Bruno S. Frey écrit : «*Notre système est un modèle d'avenir* » .

Il y a dans le monde d'innombrables peuples et régions qui aspirent à la liberté et à l'exercice de leur droit d'autodétermination en dehors des blocs de puissance. Il n'existe donc aucune raison de supprimer le «modèle suisse».

Renforcement des droits populaires en politique extérieure

Les Suisses et Suissesses ne sont pas des personnes meilleures ni pires que nos voisins, mais ils sont de meilleurs citoyens (plus actifs) car ils doivent se prononcer aux urnes plusieurs fois par année sur des questions politiques. Si ce système est étendu à la politique extérieure et si les accords internationaux font désormais automatiquement l'objet d'une votation populaire, cela présente de nombreux avantages.

Il ne nous faut pas des conditions identiques à celles qui prévalent à l'étranger, il ne nous faut pas des conditions cadre identiques à celles de l'étranger, mais de meilleures. Ce n'est qu'à l'aide des droits populaires que nous parviendrons à créer et de conserver de meilleures conditions qu'ailleurs. L'expérience nous enseigne que les politiciens ne prennent jamais de meilleures décisions que la population dans son ensemble.